

22.12.2009 - 10:15 Uhr

L'économie suisse n'a pas à craindre un resserrement de crédit

Zurich (ots) -

Concordance dans une large mesure entre les plans des banques et des entreprises / L'espoir d'une fin proche de la crise est grand / Les entreprises s'attendent à de moins bonnes conditions et à des exigences accrues en termes de futurs crédits

La majorité des banques et des entreprises suisses s'attendent à une lente reprise de la conjoncture et juge peu probable un resserrement de crédit dans les douze prochains mois. Toutefois, d'importantes impasses financières pourraient toucher certaines branches telles que par exemple l'industrie des machines, l'industrie de sous-traitance dans le secteur automobile ainsi que celui de la construction. Parmi les cadres dirigeants de 30 banques et de 140 entreprises interrogés, on s'accorde plus que jamais à dire que les conditions de crédit se détérioreront et que les exigences en matière d'octroi de crédit continueront à se renforcer. Tels sont les conclusions de l'étude «L'essor économique est-il voué à l'échec faute d'un financement adéquat?» réalisée par la société d'audit et de conseil Ernst & Young.

Les lignes de crédit ne sont pas épuisées

«De nombreux éléments portent à croire qu'un véritable resserrement de crédit n'aura pas lieu en Suisse», estime Stephan Haagmans, Partner et responsable Transaction Advisory Services pour Financial Services. «Car la demande de crédit prévue par les entreprises semble correspondre en gros à la planification des offres des banques.»

Quelque 53% des banques s'attendent, ces douze prochains mois, à une demande de crédit à la hausse. Face à elles les plans des entrepreneurs dont 40 % veulent augmenter leur demande de crédit. Cette hausse semble dans une large mesure émaner d'une politique proactive en vue de garantir des liquidités. En effet, seule une entreprise suisse sur quatre prévoit d'investir davantage dans les douze prochains mois.

Ainsi, la situation actuelle semble se poursuivre

«L'approvisionnement de l'économie suisse en crédits est relativement bon», constate Stephan Haagmans. On assiste même à un léger fléchissement de la demande de crédit des entreprises nationales auprès des grandes banques, alors qu'elle a légèrement augmenté chez les banques cantonales. En dépit du fait que la Banque Nationale Suisse, prévoit pour l'ensemble de l'année 2009, un recul du produit intérieur brut d'environ 1,5 %, les banques au même titre que les entreprises restent en grande partie optimistes pour 2010: 74 % des banques et 78 % des entreprises envisagent un début de reprise dans les 18 prochains mois.

A cet égard, les banques suisses jettent un regard plus positif sur leurs possibilités de refinancement que leurs voisins germanophones par exemple. Si des détériorations sont attendues par quelques petites minorités, les banques, en revanche, sont 20 à 35 % à s'attendre principalement à des améliorations selon le type de refinancement. Deux tiers à près de trois quarts des instituts optent pour «état inchangé».

Les entreprises s'attendent à de moins bonnes conditions et à des

exigences accrues en termes de futurs crédits

En dépit de tout optimisme, une grande partie des entreprises et une partie légèrement moins grande de banques s'attendent dans un futur proche à des conditions dégradées et à des exigences plus sévères en matière d'octroi de crédit. Au moins la moitié des entreprises prévoient des coûts accessoires plus élevés, des durées plus courtes, des lignes de crédit réduites, des exigences plus élevées en matière de documentation et de sécurité ainsi que des conditions plus sévères (conventions annexes, par exemple obligations de déclaration en cas de chiffres-clés pas atteints en termes de performance). Les banques, elles, ne voient pas cette évolution de manière aussi prononcée, mais la plupart des entreprises et établissements bancaires interrogés s'entendent sur le fait que les douze prochains mois s'annoncent plus difficiles quant à la possibilité de prolonger des contrats de crédit arrivés à échéance. «Dans le futur, il n'y aura plus guère de contrat qui n'aura subi de profonds changements. Ainsi, les entreprises devraient préparer minutieusement les prochaines négociations de prolongation», recommande Peter Dauwalder, Partner et responsable Corporate Restructuring.

Les options de financement alternatives ne progressent que lentement

Pas moins de 33 % des entreprises interrogées se posent la question de savoir s'il convient de recourir à des instruments de financement alternatifs. Toutefois, les voies conduisant à d'autres formes de financement extérieur sont plutôt rares. Seul un petit cercle d'entreprises de taille suffisante et couvertes par des agences de notation ont accès au marché des emprunts avec des formes innovantes telles que les financements hybrides ou les emprunts convertibles. En conséquence, souvent le leasing ou l'affacturage restent les seules variantes d'un financement de crédit classique. Cependant, ces formes de financement «axées sur les actifs» sont souvent fort onéreuses et ne présentent aucune véritable solution de rechange.

Il existe également peu de possibilités de changement dans le cadre d'importants financements de volumes d'investissement. Or, 60 % des banques et 49 % des entreprises estiment que les grands projets continueront à être financés par des crédits bancaires à long terme. De l'avis des banques, de tels risques seront néanmoins répartis plus rigoureusement que jusqu'ici sur plusieurs organes. A ce titre, 52 % des instituts considèrent que les gros investissements seront à l'avenir davantage financés par des consortiums bancaires. La moitié des entreprises, par contre, misent sur une quote-part plus élevée des fonds propres.

De nombreuses entreprises sont prêtes à procéder à des améliorations internes afin d'augmenter leurs chances d'obtenir de nouveaux crédits en dépit de difficultés accrues. 34 % veulent améliorer la planification et le contrôle de l'entreprise, 27 % leur gestion des liquidités et 26 % leur notation. 21 % des entreprises entendent adapter leur structure financière. Une quote-part des fonds propres plus élevée, un avis partagé par 29 %, nous paraît ambitieux dans la situation actuelle», commente Peter Dauwalder. «Et le plus étonnant, c'est que 40 % ne voient aucune nécessité d'agir.» Seuls 2 % des sondés envisagent de changer d'institut financier, un aspect tout de même rassurant pour les banques!

Conclusion

Banques et entreprises sont majoritairement d'avis que la Suisse ne connaîtra pas de resserrement de crédit de large envergure. Mais elles n'excluent pas non plus que certaines branches seront confrontées à des difficultés financières dans les douze prochains mois. Compte tenu des alternatives insuffisantes dans le domaine du financement extérieur, les entreprises interrogées misent principalement sur des mesures en vue de débloquer des liquidités en

interne.

Bref portrait d'Ernst & Young

Ernst & Young est un des leaders mondiaux dans les domaines de l'assurance, la fiscalité, les transactions et le conseil. Nos 144'000 collaborateurs, répartis dans le monde entier, partagent les mêmes valeurs et un engagement inébranlable pour fournir une qualité de haut niveau. En Suisse, Ernst & Young est un des leaders en audit et en conseil. Elle offre également ses services dans les domaines de la fiscalité et du droit ainsi qu'en matière de transactions et de comptabilité. Nos 1'900 collaborateurs ont dégagé un chiffre d'affaires de CHF 546 millions pour l'exercice 2008/09. C'est en aidant nos collaborateurs, nos clients et les communautés auxquelles nous appartenons à donner le meilleur d'eux-mêmes que nous faisons la différence. Pour de plus amples informations, rendez-vous sur notre site Internet www.ey.com/ch

Ernst & Young désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited, chacune d'entre elles étant une entité juridique séparée. Ernst & Young Global Limited, société britannique, ne fournit aucun service aux clients.

Contact:

Simone Isermann
Ernst & Young
Porte-parole
Tél.: +41/58/286'35'97
E-Mail: simone.isermann@ch.ey.com

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100016476/100595869> abgerufen werden.